



CE DOCUMENT N'A AUCUNE VALEUR LÉGALE

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

La présente codification administrative a été effectuée afin de faciliter la lecture du règlement numéro 1007-99 et ses amendements. Seuls les règlements originaux peuvent faire preuve de leur contenu.

Mise à jour le 21 juillet 2021

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE SAINT-CONSTANT

RÈGLEMENT NUMÉRO 1007-99

CONCERNANT LES SYSTÈMES
D'ALARME

**Incluant les modifications apportées
par :**

- **Règlement numéro 1007-01-19**
- **Règlement numéro 1007-01-21**

ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT NUMÉRO 1007-99 : 12 JUIN 1999

CONSIDÉRANT la création de la Régie intermunicipale de police Roussillon, regroupant les corps policiers des villes de Candiac, Delson, Saint-Constant et Sainte-Catherine;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'uniformisation des règlements applicables sur les territoires desservis par la Régie intermunicipale de police Roussillon, afin d'en faciliter l'application;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion du présent règlement a dûment été donné;

LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

DÉFINITIONS

1. Aux fins du présent règlement, les mots et expressions suivants désignent :

a) **Directeur** : le directeur de la Régie intermunicipale de police Roussillon ou ses représentants;

b) **Fausse alarme et/ou déclenchement inutile** : situation où le mécanisme d'un système d'alarme est déclenché et occasionne le déplacement inutile d'un ou de plusieurs policiers ou pompiers. Est considéré comme ayant occasionné un déplacement inutile tout déclenchement d'un système d'alarme au moment où il n'existe pas ou n'est pas imminent un danger pour la vie ou la santé de personnes ou d'animaux ou pour l'intégrité ou la jouissance légitime de biens et/ou lorsqu'aucune preuve n'est trouvée sur les lieux protégés quant à la présence d'un intrus, la perpétration d'un crime, d'une tentative d'entrée par effraction, d'un incendie ou risque d'incendie ou d'une urgence quelconque;

c) **Lieux protégés** : un terrain, une construction, un bâtiment, un immeuble, une partie d'immeuble, un local à l'intérieur d'un bâtiment et/ou, de façon générale, toute installation où un système d'alarme est en fonction, à l'exception des édifices municipaux;

d) **Membres** : les policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon;

e) **Personne autorisée** : le personnel civil de la Régie intermunicipale de police Roussillon ou toute autre personne désignée par le directeur;

f) **Personne morale** : désigne, de façon non limitative, une corporation, une société, une compagnie, une entreprise ou une institution, de droit privé ou de droit public, constituée suivant les formes juridiques prévues par la loi ou suivant la loi elle-même;

g) **Service de police** : la Régie intermunicipale de police Roussillon;

h) **Service des incendies** : le Service de prévention des incendies de la ville de Saint-Constant;

i) **Système d'alarme** : désigne tout système conçu pour donner l'alerte en cas d'intrusion, d'effraction, d'incendie, de tentative d'intrusion, d'effraction ou de risque d'incendie, de fuite de propane ou de monoxyde de carbone;

j) **Utilisateur** : tout propriétaire, locataire, occupant ou toute personne, à quel que titre que ce soit qui occupe des lieux protégés, et qui s'inscrit ou doit s'inscrire à ce titre en se procurant le permis requis.

PERMIS ET RENSEIGNEMENTS

2. Tout utilisateur d'un système d'alarme doit, préalablement à l'installation, la modification et/ou l'utilisation dudit système, obtenir un permis en s'adressant à une personne autorisée du Service de police. Aux fins de l'émission du permis, l'utilisateur doit compléter et signer le formulaire approprié, dont le modèle est joint en annexe I du présent règlement, lequel doit contenir les renseignements suivants :

- a) l'adresse et la description des lieux protégés;
- b) une description du système d'alarme;
- c) (abrogé);
- d) ses nom, adresse et numéro de téléphone;
- e) dans le cas d'une personne physique, sa date de naissance;
- f) dans le cas d'une personne morale, les nom, adresse et numéro de téléphone du représentant, numéro d'entreprise du Québec;
- g) dans le cas où les lieux protégés par le système d'alarme sont de type résidentiel, les nom, adresse et numéro de téléphone de deux (2) personnes qui peuvent être rejointes et qui ont l'autorisation de pénétrer dans le bâtiment pour interrompre le signal d'alarme et remettre le système d'alarme en état de fonctionnement;
- h) dans le cas où les lieux protégés par le système d'alarme sont de tout autre type que résidentiel, les nom, adresse et numéro de téléphone de trois (3) personnes qui peuvent être rejointes et qui ont l'autorisation de pénétrer dans le bâtiment pour interrompre le signal d'alarme et remettre le système d'alarme en état de fonctionnement;
- i) la nature de tout risque particulier pouvant influencer l'intervention du personnel du Service de police et/ou du Service des incendies;
- j) les nom et numéro de téléphone de la compagnie à laquelle le système d'alarme est relié, le cas échéant. »

(L'article 2 du règlement numéro 1007-99 est remplacé par l'article 2 du règlement numéro 1007-01-21 entré en vigueur le 20 juillet 2021)

3. L'utilisateur en possession d'une attestation dûment complétée et émise antérieurement à l'adoption du présent règlement par le directeur de la Sécurité publique de Saint-Constant est exempté de se procurer le permis prévu à l'article 2, tant et aussi longtemps que ladite attestation demeure valide. Pour les fins d'application du présent article, est considérée comme valide une attestation qui contient des informations exactes et à jour. Toute démarche nécessitant l'émission d'un nouveau permis est soumise aux conditions de l'article 2 du présent règlement.

4. L'utilisateur d'un système d'alarme doit aviser la personne autorisée de tout changement relatif aux renseignements requis en vertu de l'article 2, en se présentant aux bureaux du Service de police pour y compléter la formule appropriée, et ce, dans un délai de dix (10) jours à compter de la date à laquelle ledit changement est effectif.

OBLIGATIONS GÉNÉRALES

5. L'utilisateur ou le cas échéant, ses officiers, préposés ou toute personne agissant en son nom en vertu d'un contrat ou autrement, incluant entre autres la compagnie à laquelle, le cas échéant, le système d'alarme est relié, doit respecter les exigences du présent règlement, coopérer en tout temps avec les membres et les personnes autorisées du Service de police de même qu'avec les pompiers du Service des incendies et, dans ce but, prendre toute mesure utile pour assurer le fonctionnement efficace du système d'alarme.

6. Tout système d'alarme doit être conçu de façon à ne pas se déclencher inutilement.

7. Tout système d'alarme doit être entretenu et réglé de façon régulière.

8. Tout système d'alarme doit être maintenu en bon état de fonctionnement.

9. Tout système d'alarme doit demeurer opérationnel pendant une période minimale de huit (8) heures consécutives en cas de panne de courant, en utilisant à cette fin des piles qui doivent être en bon état de fonctionnement.

10. Tout signal d'alarme pouvant être entendu ou perçu à l'extérieur de l'immeuble ou partie de l'immeuble où il est installé, doit être muni d'un mécanisme ayant pour fonction de le faire cesser aux maximum trente (30) minutes après qu'il ait été déclenché.

11. Tout système d'alarme doit être équipé d'un mécanisme de mise en fonction, de rebranchement ou de réarmement automatique.

12. Tout système d'alarme dont le déclenchement comporte un appel automatique sur une ligne téléphonique du Service de police est interdit.

OBLIGATIONS SPÉCIALES

13. Lorsqu'un système d'alarme est déclenché, l'utilisateur ou l'une des personnes mentionnées aux paragraphes g) ou h) de l'article 2 doit, sur demande d'un membre ou d'une personne autorisée, se rendre sur les lieux protégés dans un délai maximum de trente (30) minutes d'une telle demande, pour interrompre le signal et rétablir le fonctionnement du système d'alarme. L'utilisateur est tenu responsable de toute infraction commise en vertu du présent article par l'une ou l'autre des personnes identifiées auxdits paragraphes g) et h) de l'article 2.

14. Dans l'éventualité où l'utilisateur ou l'une des personnes mentionnées aux paragraphes g) ou h) de l'article 2 du présent règlement fait défaut de se rendre immédiatement sur les lieux protégés, le membre du Service de police peut interrompre ou faire interrompre, en présence de personnel spécialisé, le signal sonore d'un système d'alarme et pénétrer dans les lieux protégés à cette fin; dans un tel cas, les coûts engagés par le Service de police pour s'adjointre les services de personnel spécialisé lui sont remboursables par l'utilisateur du système d'alarme. Dans l'éventualité où il s'agit d'un déclenchement inutile ayant pour effet de générer une infraction conformément aux dispositions du présent règlement, ces coûts s'ajoutent à l'amende et aux frais applicables.

15. Un système d'alarme ne doit pas être mis en fonction et/ou utilisé à moins qu'un permis n'ait été émis par la personne autorisée du Service de police et que l'utilisateur ou l'une des personnes mentionnées aux paragraphes g) ou h) de l'article 2 ne soit en tout temps disponible pour les fins prévues à l'article 13.

APPLICATION ET POUVOIRS

16. Les membres du Service de police ou toute autre personne nommée à cette fin par le Conseil sont responsables de l'application du présent règlement.

17. À ce titre, ils sont autorisés à visiter et à examiner ou faire visiter et examiner par une personne qu'ils désignent, toute propriété immobilière et/ou mobilière, à l'intérieur comme à l'extérieur, pour constater si le présent règlement y est respecté.

18. Aux fins de l'application du présent règlement, tout propriétaire, locataire ou occupant de toute propriété immobilière ou mobilière doit y laisser entrer le membre ou la personne qu'il a désignée.

19. Le Conseil municipal peut, par résolution, autoriser toute autre personne à émettre un constat d'infraction relatif pour toute infraction au présent règlement.

DÉCLENCHEMENT INUTILE

20. N'est pas considéré comme un déclenchement inutile le signal d'alarme qui a été déclenché à l'occasion d'une vérification de fonctionnement, si le directeur en a été avisé au préalable.

21. Lors d'un déclenchement inutile du système d'alarme dans les lieux protégés, un avertissement écrit est versé au dossier de l'utilisateur et copie lui en est remise.

INFRACTIONS

22. Commet une infraction quiconque ne se conforme pas à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement.

23. Commet une infraction quiconque cause une interférence indue dans le fonctionnement d'un système d'alarme, soit pour le faire déclencher inutilement ou pour empêcher son fonctionnement normal.

24. Commet une infraction l'utilisateur qui omet et/ou néglige et/ou refuse de se procurer un permis conformément aux dispositions de l'article 2.

25. Constitue une infraction attribuable à l'utilisateur le fait que l'une ou l'autre des personnes mentionnées aux articles 2g) et 2h) omette et/ou néglige et/ou refuse de se conformer aux dispositions de l'article 13.

26. L'utilisateur d'un système d'alarme installé dans les lieux protégés est entièrement responsable des déclenchements inutiles occasionnés par quiconque. Commet une infraction quiconque cause et/ou occasionne le déclenchement inutile d'un système d'alarme installé dans les lieux protégés :

- a) plus de deux (2) fois dans une période de douze (12) mois dans le cas d'une personne physique;
- b) plus de trois (3) fois dans une période de douze (12) mois dans le cas d'une personne morale;

Chaque déclenchement inutile subséquent constitue une infraction distincte.

(L'article 26 du règlement 1007-99 est remplacé par l'article 26 du règlement numéro 1007-01-19 entré en vigueur le 21 novembre 2019)

PEINES

27. Quiconque commet une première infraction est passible d'une amende minimum de cent dollars (100,00 \$) s'il s'agit d'une personne physique et de deux cents dollars (200,00 \$) s'il s'agit d'une personne morale.

(L'article 27 du règlement 1007-99 est remplacé par l'article 27 du règlement numéro 1007-01-19 entré en vigueur le 21 novembre 2019)

28. Quiconque commet une deuxième infraction à une même disposition dans une période de douze (12) mois de la première infraction est passible d'une amende minimum de cent cinquante dollars (150,00 \$) s'il s'agit d'une personne physique et de trois cents dollars (300,00 \$) s'il s'agit d'une personne morale.

(L'article 28 du règlement 1007-99 est remplacé par l'article 28 du règlement numéro 1007-01-19 entré en vigueur le 21 novembre 2019)

29. Quiconque commet une troisième infraction à une même disposition dans une période de douze (12) mois de la première infraction est passible d'une amende minimum de deux cents dollars (200,00 \$) s'il s'agit d'une personne physique et de quatre cents dollars (400,00 \$) s'il s'agit d'une personne morale.

(L'article 29 du règlement 1007-99 est remplacé par l'article 29 du règlement numéro 1007-01-19 entré en vigueur le 21 novembre 2019)

30. Pour toute infraction subséquente dans la même période de douze (12) mois commise par quiconque, l'amende minimum est de trois cent dollars (300,00 \$) s'il s'agit d'une personne physique et de quatre cent cinquante dollars (450,00 \$) s'il s'agit d'une personne morale.

31. En outre des amendes pouvant être imposées, quiconque contrevient à une disposition du présent règlement est passible des frais et de toute autre sanction prévue par la loi.

32. Le présent règlement abroge et remplace le règlement numéro 721-89 et ses amendements.

33. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Adopté à l'assemblée régulière du 8 juin 1999.

Daniel Ashby, maire

Me Manon Thériault, greffière

RÈGLEMENT 1007-99

ANNEXE I

(L'annexe I du règlement numéro 1007-99 est remplacé par l'annexe I du règlement numéro 1007-01-21 entré en vigueur le 23 juillet 2021)

FORMULAIRE D'INSCRIPTION D'UN PERMIS D'ALARME



RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON
90, chemin Saint-François-Xavier,
Candiac, Québec, J5R 6M6
Téléphone : (450) 638-0911 Télécopieur : (450) 638-0905

- ENREGISTREMENT D'UN SYSTÈME D'ALARME
- MODIFICATION D'UN SYSTÈME D'ALARME

Veuillez cocher les cases appropriées et écrire lisiblement.

Le règlement municipal exige que votre système d'alarme soit enregistré, qu'il soit relié à une compagnie d'alarme ou non. Ces informations facilitent le travail des services d'urgence et nous servent à contacter plus rapidement les responsables en cas de déclenchement de votre système d'alarme.

INFORMATIONS SUR LE SYSTÈME D'ALARME

LE SYSTÈME EST-IL RELIÉ À UNE COMPAGNIE D'ALARME?

- Oui – Nom de la compagnie : _____
Téléphone : (_____) _____
- Non

DE QUEL(S) TYPE(S) D'ALARME S'AGIT-IL?

- Incendie (feu)
- Intrusion (vol)
- Bouton panique
- Autre – spécifiez : _____

QUELS SONT LES TYPES DE LIEUX PROTÉGÉS?

- Résidence
- Commerce
- Industrie
- Autre – spécifiez : _____

QUELLE EST L'ADRESSE DES LIEUX PROTÉGÉS?

No civique : _____ Rue : _____ App ou suite : _____
Ville : _____ Code postal : _____

LE SYSTÈME EST-IL AUDIBLE DE L'EXTÉRIEUR?

- Oui Combien de temps sonne-t-il? _____
 Non

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

- Y a-t-il d'autres informations pertinentes pour les services d'urgence (police et incendie)? Par exemple, une ou des personnes à mobilité réduite, un chien de garde, des produits dangereux etc.

UTILISATEUR

PERSONNE PHYSIQUE (pour une maison, appartement, condo ou autre habitation)

Nom : _____

Prénom : _____ Date de naissance : (_____ / _____ / _____)
Année Mois Jour

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____

Tél. Maison : (_____) _____ Cellulaire : (_____) _____

Bureau : (_____) _____ Pagette : (_____) _____

Signature : _____ Date : _____

PERSONNE MORALE (compagnie, industrie etc.)

*Nom de l'entreprise : _____

*Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____

Signature : _____ Date : _____

** Vous devez compléter les champs suivants tel qu'inscrits au registraire des entreprises du Québec.*

RESPONSABLES

QUI POUVONS-NOUS CONTACTER EN CAS DE DÉCLENCHEMENT DE VOTRE SYSTÈME D'ALARME ?

Personne physique : identifier 2 personnes responsables

Personne morale (compagnie, industrie etc.) : identifier 3 personnes responsables

RESPONSABLE 1

Nom : _____

Prénom : _____ Date de naissance : (_____ / _____ / _____)
Année Mois Jour

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____

Tél. Maison : (____) _____ Cellulaire : (____) _____

Bureau : (____) _____ Pagette : (____) _____

RESPONSABLE 2

Nom : _____

Prénom : _____ Date de naissance : (_____ / _____ / _____)
Année Mois Jour

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____

Tél. Maison : (____) _____ Cellulaire : (____) _____

Bureau : (____) _____ Pagette : (____) _____

RESPONSABLE 3

Nom : _____

Prénom : _____ Date de naissance : (_____ / _____ / _____)
Année Mois Jour

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____

Tél. Maison : (____) _____ Cellulaire : (____) _____

Bureau : (____) _____ Pagette : (____) _____

ATTESTATION ET AUTORISATION DE L'UTILISATEUR

Dans l'éventualité où l'un ou l'autre des responsables identifiés ci-haut omet et/ou refuse et/ou néglige de se rendre sur les lieux dans le délai prévu à l'article 13, j'autorise expressément les policiers du Service de police à pénétrer dans les lieux protégés pour interrompre et/ou faire interrompre le signal d'alarme, le tout conformément aux dispositions dudit article 14.

Un résumé de la réglementation concernant les systèmes d'alarme est joint au présent formulaire. Ce résumé est également disponible sur le site Internet de la Régie intermunicipale de police Roussillon à l'adresse : www.policeroussillon.ca. Ce document n'a aucune valeur légale et n'est distribué qu'à titre d'information. Seul le règlement lui-même aura force de loi. Toute personne qui désire obtenir une copie intégrale dudit règlement peut le faire en communiquant au Service du Greffe de sa municipalité.

Et j'ai signé, à _____,
Ville

Ce _____ ième jour de _____.
Mois

Signature de l'utilisateur

Information

1. Assurez-vous d'avoir complété toutes les sections puis de nous faire parvenir ce formulaire au poste de Police.
Par la poste ou en personne : 90, chemin Saint-François-Xavier,
Candiac (Québec) J5R 6M6
Par télécopieur : (450) 638-0905
Par courriel* : accueil.rpr@policeroussillon.ca
2. Votre système d'alarme sera enregistré, puis vous recevrez une copie par la poste.
3. Vous devez vérifier que les informations indiquées sont exactes. Communiquez avec nous si une information est erronée.
4. Conservez votre permis dans un endroit sûr.
5. Vous pouvez faire des modifications sur votre permis, pour changer les personnes responsables par exemple, en remplissant un nouveau formulaire.

* Prendre note que cette adresse courriel est dédiée à la réception des formulaires. Pour toute urgence ou question, veuillez nous contacter par téléphone.